



TOUTES ET TOUS, ENSEMBLE, MOBILISÉ·ES LE 4 FÉVRIER 2021

Au niveau national, les organisations CGT, FSU, Solidaires, CNT, UNEF se sont réunies en intersyndicale en fin d'année 2020, marquée par la pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales. Ces dernières sont aggravées par des décisions gouvernementales désastreuses pour le monde du travail et la jeunesse.

Au niveau départemental, les organisations CGT, FSU, CNT et UNEF ont décidé d'impulser un processus de mobilisations et d'initiatives tout au long du mois de janvier et début février pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité.

Ce processus s'appuie sur les mobilisations professionnelles ayant déjà eu lieu à l'instar des appels de la santé le 21 janvier, de l'éducation nationale le 26, de l'énergie le 28, engagés également pour la défense et le développement du service public.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population, et notamment la jeunesse, dans la précarité et la pauvreté comme exprimé dans la rue le 26 janvier dernier.

Par contre, les gagnante·s sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires comme décliné dans les 34 mesures du Plan de sortie de crise, **PLUS JAMAIS ÇA !**

C'EST LE CHEMIN INVERSE QUE PREND CE GOUVERNEMENT.

Rien pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une

Journée Nationale de grève et manifestation Interprofessionnelle

**Le Mans, 14h30
Rassemblement
Devant la Sécurité Sociale**

revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021. Ce qui fera passer le taux horaire de 10,15€ à 10,25 €.

Rien non plus pour les 1ers de corvée, exposés depuis le début de la pandémie, toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021.

Rien pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés. Rien pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé. Rien pour les personnels de l'éducation nationale alors que le simulacre de concertation autour d'un Grenelle de l'éducation déserté par une majorité d'organisations syndicales est au point mort.

Les chiffres sont clairs : 47% des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim. A cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte. Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services.

Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public. Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

Nous affirmons, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe aussi par le partage et la réduction du temps de travail.

Dans le secteur de la santé par exemple, alors que le gouvernement tergiverse sur les mesures à prendre pour éviter l'engorgement des services de réanimation, c'est 400 000 emplois à créer dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie. Les besoins sont importants aussi dans toute la fonction publique.

Il est indéniable aujourd'hui, après la pénurie de masques du printemps dernier, qu'il faut relocaliser une partie de notre production et en particulier notre industrie. Être en capacité de produire des médicaments, du matériel médical et de protection après la période que nous traversons ne peut plus faire débat.

C'est pourquoi, les organisations CGT, FSU, CNT, UNEF s'incrivent dans le processus national de mobilisations et d'initiatives interprofessionnelles.

Les organisations appellent, dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes, à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le 4 février 2021.

Journée Nationale de grève et manifestation Interprofessionnelle



Le Mans, 14h30
Rassemblement
Devant la Sécurité Sociale

